

Saint-Denis, le 15 juillet 2020

Arrêté préfectoral n° 2436 établissant la liste des biens satisfaisant aux conditions fixées au 3° de l'article L.1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques sis sur le territoire de la commune de Saint-Benoît

Le préfet de La Réunion
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code général des impôts ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L1123-1 et L1123-4 ;

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

VU les listes transmises par Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Réunion sur lesquelles sont énumérées les parcelles satisfaisant aux conditions posées par le 3° de l'article L1123-1 précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 341 du 02 mars 2020 portant délégation de signature pour l'activité générale des services et de l'ordonnancement des dépenses et recettes à M. Frédéric JORAM, secrétaire général ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au représentant de l'État dans le département d'arrêter la liste des parcelles satisfaisant aux conditions posées au 3° de l'article L1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques ; que cette liste doit être arrêtée pour chaque commune avant le 1^{er} juin de chaque année ;

CONSIDÉRANT que satisfont aux conditions précitées les parcelles qui n'ont pas de propriétaire connu, qui ne sont pas assujetties à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lesquels, depuis plus de trois ans, la taxe foncière sur les propriétés non bâties n'a pas été acquittée ou a été acquittée par un tiers ;

CONSIDÉRANT que trente-quatre biens sont situés sur le territoire de la commune de Saint-Benoît ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture :

.../...

ARRÊTE

Article 1 :

Les biens sis sur le territoire de la commune de Saint-Benoît dont les références cadastrales suivent satisfont aux conditions posées au 3° de l'article L1123-1 du code général de la propriété des personnes publiques :

Les parcelles signalées reposent sur la dernière situation connue par les services du cadastre à la date du 31/12/2019.	
Section (Références cadastrales)	N° plan (Références cadastrales)
AD	154
AD	174
AE	203
AK	477
AZ	10
AZ	12
AZ	13
AZ	14
AZ	20
BC	33
BC	34
BC	35
BC	114
BC	115
BC	168
BC	171
BC	173
BH	162
BH	169
BH	170
BO	21
BY	213
CD	158
CD	321
CD	358
CD	360
CD	364

Section (Références cadastrales)	N° plan (Références cadastrales)
CE	11
CE	12
CE	13
CE	18
CE	22
CE	23
CE	24

Article 2 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage aux lieux habituels de la commune pendant une durée de six mois par les soins du maire de Saint-Benoît. Pour chaque bien, le maire de Saint-Benoît le notifiera également au dernier propriétaire connu, à l'habitant ou à l'exploitant. Il constatera l'accomplissement de ces formalités par un certificat qu'il adressera sans délai au préfet. L'arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 :

Les propriétaires des biens visés à l'article 1 devront sans délai se faire connaître du préfet. Ils produiront en outre tout document de nature à justifier de leur droit de propriété.

Les pièces précitées devront être envoyées à l'adresse suivante :

*Préfecture de la Réunion
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'Etat
06, rue des Messageries – CS 51079
97404 Saint-Denis cedex*

Article 4

À l'issue d'un délai de six mois à compter de la dernière des mesures de publicité de l'article 2, lorsqu'aucun propriétaire ne se sera fait connaître, les biens concernés seront présumés sans maître. Cette présomption sera constatée par arrêté préfectoral notifié au maire.

Article 5

Le conseil municipal de la commune pourra, dans les six mois de la notification de la présomption par le préfet, décider de l'incorporation des biens dans le domaine communal. Cette incorporation sera constatée par un arrêté du maire.

À défaut de délibération dans le délai prescrit, la propriété des biens est attribuée à l'État. Le transfert des biens dans le domaine de l'État est constaté par arrêté préfectoral.

Article 6

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Réunion. L'introduction d'un recours administratif pendant cette même période proroge le délai de recours contentieux.

Article 7

Le secrétaire général de la préfecture de la Réunion, et le maire de Saint-Benoît sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques.

Pour le Préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission
cohésion sociale et jeunesse,
Secrétaire Générale adjointe



Isabelle REBATTU